



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE**

Lieu-dit Pont de Colonne - BP 27  
21230 ARNAY LE DUC

Références : FF/MV/2022/C\_199  
Code AIOT : 0005400537

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE implanté LES CAMUZEUX 71710 MARMAGNE. L'inspection a été annoncée le 04/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection effectuée dans le cadre du suivi du site et du programme pluriannuel de contrôle des installations classées.

La visite a notamment porté sur la vérification des dispositions réglementaires relatives à la gestion des déchets de l'industrie extractive (action nationale de contrôle).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- LES CAMUZEUX 71710 MARMAGNE
- Code AIOT : 0005400537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Carrière de roche massive autorisée par arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 comportant également des installations de traitement des matériaux.

L'accueil de matériaux inertes extérieurs est également autorisé sur ce site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale de contrôle sur la biodiversité et les déchets de l'industrie extractives
- autosurveillance (verse, eaux souterraines, milieu)
- distances de sécurité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------|--|--|-------------------|
| 11 | Périmètre d'éloignement | Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 1.5 (1er et 2ème alinéa) | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 12 | Autosurveillance (exutoires des verses)              | Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 9.2.1 (3ème alinéa)               | /  | Sans objet        |
| 16 | Plan de gestion des déchets (transmission au préfet) | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis (3ème alinéa, 2ème phrase) | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1  | Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification  | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et annexe I        | /  | Sans objet        |
| 2  | Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5                 | /  | Sans objet        |
| 3  | Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien          | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5                 | /  | Sans objet        |
| 4  | Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets                     | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5                 | /  | Sans objet        |
| 5  | Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation                      | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5                 | /  | Sans objet        |
| 6  | Plan de gestion des déchets  | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis               | /  | Sans objet        |
| 7  | Défrichement - Déboisement   | Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.2.1                | /  | Sans objet        |
| 8  | Technique de décapage  | Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.2.3.1 (1er alinéa) | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 9  | Etude technique de stabilité des versées et analyse des risques | Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.5.3 (5ème alinéa)  | /  | Sans objet        |
| 10 | quantités stockées sur les versées                              | Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.5.3 (3ème alinéa)  | /  | Sans objet        |
| 13 | Autosurveillance (milieu)                                       | Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 9.2.1 (4ème alinéa)  | /  | Sans objet        |
| 14 | Autosurveillance (eaux souterraines)                            | Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 9.2.1 (5ème alinéa)  | /  | Sans objet        |
| 15 | Plan de gestion des déchets (révision)                          | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis (3ème alinéa) | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'action nationale de contrôle sur la biodiversité et les déchets de l'industrie extractive, il est constaté que les dispositions réglementaires sont globalement bien respectées. Une zone de stockage des déchets inertes (internes et externes) est présente sur le site. Le suivi des déchets stockés est bien réalisé.

La surveillance effectuée (exutoires de la versée, eaux souterraines et surveillance du milieu au niveau de la rivière Le Mesvrin) ne montre pas de signe de pollution.

Le plan de gestion de déchets est à transmettre au préfet.

D'autre part, une non-conformité a été relevée concernant la distance minimale de 10m à respecter entre les bords supérieurs de l'excavation et les limites du périmètre de la carrière, dans le secteur Sud-Est (constat sur plan).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et annexe I  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.<br>On entend par zone de stockage :<br>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.<br>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.<br>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).<br>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b> Conformément au dossier de demande d'autorisation et au plan de gestion de déchets de l'exploitant, les déchets de l'exploitation (matériaux de décapage, stériles) sont mis en verse.<br><br>Actuellement, la verse n°1 est en cours de constitution (Nord-Ouest du site). Cette verse accueille également des déchets et matériaux extérieurs (après procédure d'acceptation préalable).<br><br>A noter que la terre arable de découverte ainsi qu'une partie des matériaux de décapage est utilisée préférentiellement en valorisation, dans le cadre de la remise en état de la carrière.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné. |
| <b>Constats :</b> Par courriel du 10 mars 2022, l'exploitant a indiqué que la carrière ne comporte pas d'installation de gestion de déchets de catégorie A.<br><br>Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes (constat visuel).   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.  |
| <b>Constats :</b> La zone de stockage (Verse n°1) est gérée de façon assurer sa stabilité physique (constat visuel).<br><br>Concernant le risque de pollution, les analyses effectuées à fréquence régulière (drains de la verse, eaux souterraines et surveillance du milieu - rivière Le Mesvrin) ne montrent pas de signe de pollution. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.<br><br>Un état des lieux a été fourni par l'exploitant en mars 2022 et dans son plan de gestion des déchets, mis à jour en 2022.<br><br>Les déchets suivants sont distingués : <ul style="list-style-type: none"><li>-terres arables : en utilisation pour la remise progressive en état du site</li><li>-déchets de décapage et d'exploitation du gisement : stockage dans la verse n°1</li><li>-produits de scalpage : stockage dans la verse n°1</li><li>-déchets de nettoyage sous les installations, raclage des pistes et de curage des bassins de décantation : stockage dans la verse n°1</li><li>-apports inertes extérieurs : stockage dans la verse n°1</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.  |
| <b>Constats :</b> Un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes est établi par l'exploitant.<br>Un plan en date de juin 2022 a été présenté à l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 6 : Plan de gestion des déchets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets (PGD)  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation «, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux ».<br><br>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>« - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; »</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets (version 2022) contient les éléments prescrits par l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 7 : Défrichement - Déboisement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures d'évitement   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation hors des périodes de reproduction de la faune ; pour la partie nord, hors période d'hibernation du crapaud sonneur à ventre jaune et hors période de nidification des oiseaux. Il doit être évité par temps sec et venteux.</p>  |
| <p><b>Constats :</b> Selon l'exploitant, les travaux de déboisement et de défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation hors des périodes de reproduction de la faune.</p> <p>Dans le cadre du suivi écologique du site, la LPO effectue annuellement 2 visites du site, de même que le conservatoire d'espaces naturel de Bourgogne (CENB).</p>   |
| <p><b>Observations :</b> Dans sa conclusion de son rapport en date de décembre 2021, la LPO indique notamment :<br/> "Des propositions d'actions de conservation ont été faites par la LPO lorsque cela s'avérait nécessaire. La communication régulière avec les différentes personnes impliquées (chefs de carrières, responsable foncier environnement...) a permis de mener à bien certaines de ces actions. C'est par exemple le cas pour la colonie d'Hirondelles de rivage à Marcigny-sous-Thil qui a bénéficié de la création d'une nouvelle falaise artificielle, ou encore de la pose de nichoirs à Marmagne, désormais utilisés par le Grand-duc d'Europe."</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 8 : Technique de décapage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.2.3.1 (1er alinéa)  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mesures d'évitement   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction hors des périodes de reproduction de la faune et pour la partie nord, hors période d'hibernation du crapaud sonneur à ventre jaune.</p> <p>Le décapage est limité aux stricts besoins afin de préserver au mieux le capital grainier des espèces végétales présentes sur le site.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Il est constaté que le décapage est progressif à l'état d'avancement des travaux d'extraction.</p> <p>Les derniers travaux de décapage et de découverte (secteur Sud) ont été effectués pendant l'hiver 2021/2022, en dehors des périodes de reproduction de la faune.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |



**N° 9 : Etude technique de stabilité des versés et analyse des risques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.5.3 (5ème alinéa)  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Etude technique de stabilité des versés et analyse des risques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Préalablement au démarrage de la constitution des versés, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'étude technique de stabilité de ces versés ainsi que l'analyse de risques telle que définie à l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 visant notamment à identifier l'ensemble des risques et la gravité des conséquences associées aux défaillances potentielles de l'installation et à déterminer si l'installation de gestion de déchets relève de la catégorie A au regard de l'annexe III de la directive 2006/21/CE.<br><br>A ce titre, l'analyse de risques doit prendre en considération les risques d'effondrement du stockage susceptibles de donner lieu à un accident majeur.<br><br>En cas de risques de perte d'intégrité des versés, l'exploitant doit respecter les prescriptions des articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010. |
| <b>Constats :</b> Une étude technique a été réalisée par le service géotechnique interne à Lafarge sur la verse 1 du site de MARMAGNE en Avril 2009 par le biais d'une étude sur la conception et la réalisation des versés de matériaux stériles. Elle décrit notamment les préconisations de versés afin d'assurer la stabilité des talus à court et long terme.<br><br>Des préconisations ont notamment été émises :<br>-sur la hauteur maximale des couches de stockage<br>-sur la pente des talus<br>-sur la largeur des risbermes<br>-sur la gestion des eaux de ruissellement.<br><br>Visuellement, il n'a pas été constaté de problème de stabilité et de perte d'intégrité au niveau de la verse de stockage des déchets inertes (internes et externes).   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 10 : quantités stockées sur les verses**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 2.5.3 (3ème alinéa)  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, quantités stockées sur les verses  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les verses seront constituées de déchets inertes et de terres non polluées issus de l'exploitation ainsi que d'apports extérieurs de déchets inertes issus du BTP selon le phasage suivant :<br><br>Pour la partie découverte et matériaux non valorisables (déchets internes générés par la carrière) :<br><br>Phase 1 (2011/2016) : 190 000 m3<br>Phase 2 (2016/2021) : 75 000 m3<br>Phase 3 (2021/2026) : 130 000 m3<br>Phase 4 (2026/2031) : 330 000 m3<br>Phase 5 (2031/2036) : 110 000 m3<br>Phase 6 (2036/2041) : 40 000 m3 |
| <b>Constats :</b> Une seule verse est en cours de constitution (verse n°1).<br><br>Les déchets inertes internes de la carrière sont essentiellement constitués par les matériaux de découverte, ainsi que les stériles de production.<br><br>Les quantités stockées sont inférieures à celles autorisées.<br><br>A noter que cette verse accueille les déchets inertes internes de la carrière, ainsi que les déchets inertes extérieurs, après procédure d'acceptation préalable.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 11 : Périmètre d'éloignement**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 1.5 (1er et 2ème alinéa)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance de sécurité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.<br><br>L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. |
| <b>Constats :</b> NON CONFORME : sur le plan 1/2000 (juin 2022), la limite d'au moins 10 mètres entre le périmètre de l'exploitation et les bords supérieurs de l'excavation semble ne pas être respectée dans certains secteurs au Sud du site (zone de découverte la plus récente en 2021 et 2022, selon l'exploitant).<br><br>La visite sur le terrain n'a pas permis de vérifier cette disposition, compte tenu du merlon et de la végétation en place dans ce secteur.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 12 : Autosurveillance (exutoires des verses)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 9.2.1 (3ème alinéa)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance (exutoires des verses)  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant fait réaliser deux fois par an des mesures de la qualité des eaux rejetées aux exutoires des verses 1 et 2 en se basant sur les paramètres définis à l'article 4.3.2.3.  |
| <b>Constats :</b> Seule la verse n°1 est en exploitation (pas de verse 2).<br><br>Pour l'année 2022, la société SGS réalisant les prélèvements d'eau et les analyses (rejets des eaux superficielles, surveillance de la qualité des eaux dans la rivière Le Mesvrin, 2 deshuilleurs, 2 exutoires en aval des verses) est intervenue les 31 mars 2022 et 31 mai 2022.<br><br>Les paramètres définis à l'article 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ont été mesurés en ce qui concerne le prélèvement en date du 31 mars 2022, cependant aucun prélèvement et aucune analyse n'est indiqué lors de l'intervention du 31 mai 2022.<br><br>NON CONFORME : pour l'année 2022 et à ce jour, l'exploitant n'a pas procédé à deux fois par an à des mesures de la qualité des eaux rejetées à l'exutoire de la verse n°1. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 13 : Autosurveillance (milieu)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 9.2.1 (4ème alinéa)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance (milieu)   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des analyses de la qualité des eaux de la rivière du Mesvrin sont réalisées deux fois par an, en période de basses et hautes eaux. L'ensemble des paramètres cités à l'article 4.3.2.1 sont mesurés en deux points du Mesvrin, en amont et aval de la carrière. Les résultats de ces analyses sont transmis à la police de l'eau compétente sur la rivière « le Mesvrin ». |
| <b>Constats :</b> Des analyses de la qualité des eaux de la rivière du Mesvrin sont réalisées deux fois par an, en période de basses et hautes eaux (pour l'année 2022, interventions de la société SGS les 31 mars 2022 et 31 mai 2022)<br><br>Les prélèvements et analyses sont effectués par la société SGS.   |
| <b>Observations :</b> Confirmer que les résultats de ces analyses sont bien transmis à la police de l'eau compétente sur la rivière « le Mesvrin ».   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 14 : Autosurveillance (eaux souterraines)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2011, article 9.2.1 (5ème alinéa)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance (eaux souterraines)  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit assurer un suivi trimestriel de la hauteur d'eau à partir au moins de trois piézomètres judicieusement implantés afin de vérifier l'absence d'impact de l'exploitation de la carrière sur la nappe, les sources et les puits privés. Les piézomètres sont convenablement implantés afin de pouvoir mesurer l'impact du stockage de déchets inertes sur la qualité des eaux souterraines. |
| <b>Constats :</b> 3 piézomètres sont en place sur la carrière (1 en amont et 2 en aval).<br><br>La hauteur d'eau fait l'objet d'un suivi mensuel (année 2022).<br><br>La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'un suivi physico-chimique à fréquence semestrielle. Les résultats montrent l'absence de signe de pollution.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 15 : Plan de gestion des déchets (révision)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis (3ème alinéa)   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. |
| <b>Constats :</b> Plan de gestion des déchets mis à jour en 2022 (document d'une centaine de pages transmis par l'exploitant par courriel le 16 septembre 2022).<br><br>Le plan précédent datait de 2017 (APC en 2017 de modification de phasage).  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 16 : Plan de gestion des déchets (transmission au préfet)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis (3ème alinéa, 2ème phrase))                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion est transmis au préfet.   |
| <b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets (mise à jour en 2022, date précise non indiquée) n'a pas été transmis au préfet. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |